



n° **75** Octobre 2006

Bulletin d'information officiel de l'OMC



**Communauté de l'Afrique de l'Est: Des progrès économiques, mais la poursuite des réformes reste nécessaire**

Les 25 et 27 octobre, l'Organe d'examen des politiques commerciales a examiné la politique et les pratiques commerciales de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), composée du Kenya, de l'Ouganda et de la Tanzanie. Selon un rapport du Secrétariat de l'OMC sur les politiques et pratiques commerciales de la Communauté de l'Afrique de l'Est, les membres de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) (Kenya, Ouganda et Tanzanie) ont poursuivi ces dernières années leurs programmes de réforme économique en vue de relever certains défis majeurs, notamment la lutte contre la pauvreté, la croissance et le développement économiques durables ainsi que la pleine intégration à l'économie mondiale. Le rapport indique que ce processus a été essentiellement marqué par une libéralisation accrue du commerce et de l'investissement, sous l'effet tant des engagements contractés dans le cadre de l'OMC que de la participation à des accords commerciaux bilatéraux et régionaux. Mais il ajoute que la participation des pays de la CAE à des arrangements commerciaux qui se chevauchent rend leur régime de commerce extérieur complexe et difficile à gérer, et risque de limiter le bon fonctionnement de la CAE en tant qu'union douanière. D'après le rapport, il faudra prêter plus d'attention aux mesures non tarifaires lors de l'établissement complet de l'union douanière (éléments zone de libre-échange et mesures commerciales communes). En outre, la poursuite des réformes structurelles et de la libéralisation des échanges par les membres de la CAE devrait contribuer à une meilleure répartition des ressources.

> [Pour en savoir plus](#)

**République kirghize: Des progrès impressionnants, mais il demeure important de poursuivre la réforme**

Les 9 et 11 octobre, l'Organe d'examen des politiques commerciales a examiné la politique et les pratiques commerciales de la République kirghize. La République kirghize a accompli des progrès impressionnants depuis le début de sa transition économique et politique vers l'économie de marché, avec la réforme agricole, la déréglementation des prix, la libéralisation du secteur financier et la privatisation de nombreux biens de l'État qui ont aidé le pays à faire face à différents revers comme les crises économiques asiatique et russe à la fin des années 90, selon un rapport du Secrétariat de l'OMC sur les politiques et pratiques commerciales de la République kirghize. Le rapport indique que certaines réformes structurelles demeurent inachevées et qu'il serait important que la République kirghize diversifie son économie au profit de l'industrie manufacturière et des services et réduise sa dépendance à l'égard du secteur minier (or) et de l'agriculture qui la rend vulnérable.

> [Pour en savoir plus](#)



octobre, l'Organisation internationale du cacao a présenté un exposé sur l'économie mondiale du cacao et sur certains aspects de ses travaux. Il a été convenu qu'une réunion débat à laquelle participerait un certain nombre d'organisations concernées par les produits de base constituerait un moyen utile de progresser sur ce point de l'ordre du jour. Le Comité est également convenu d'envisager d'inviter l'Organisation internationale du café, réunion par réunion, pour qu'elle participe aux débats futurs sur les produits de base.

Le Comité est revenu sur les notifications présentées par l'ANASE et la Chine au titre de la clause d'habilitation en 2005 et sur les questions posées au sujet des notifications par les CE, les États Unis et le Japon. Les Membres sont convenus que le Président devrait poursuivre ses consultations informelles en vue de trouver un moyen acceptable d'achever l'examen des notifications par le Comité. Le Président fera rapport au Comité sur ses consultations au cours de la dernière réunion de l'année, prévue pour le 28 novembre 2006.

Les débats se sont poursuivis sur la notification des CE au titre de la clause d'habilitation concernant son schéma SGP révisé, ainsi que sur les réponses écrites des CE aux questions posées par le Brésil, la Chine, l'Inde et le Pakistan. À la demande d'un certain nombre de délégations, ce point restera inscrit à l'ordre du jour du CCD.

Au titre du point de l'ordre du jour concernant la décision prise à Hong Kong d'accorder l'accès aux marchés en franchise de droits et sans contingent (FDSC) pour les produits originaires des PMA, le Bangladesh, prenant la parole au nom du Groupe des PMA, a dit que l'enceinte appropriée pour débattre de cette décision à ce stade était le CCD réuni en session extraordinaire. Au titre du même point de l'ordre du jour, la Corée a fait savoir au Comité qu'elle s'efforçait d'élargir son offre d'accès à son marché en franchise de droits et sans contingent pour les PMA, et les États Unis et le Japon ont confirmé que le processus interne visant à mettre en œuvre la décision était en cours et se déroulait selon le calendrier prévu.

Le Président a proposé que le CCD cesse provisoirement de débattre des aspects des négociations relatifs au développement au titre du paragraphe 51 de la Déclaration de Doha, eu égard à la suspension des négociations. Le Comité examinera les moyens de poursuivre l'examen de ce point de l'ordre du jour à sa dernière réunion de l'année.

Le Comité a nommé M. l'Ambassadeur Jean Feyder (Luxembourg) Président du Sous Comité des pays les moins avancés.

### [Les organisations internationales font cause commune pour conseiller l'OIE sur l'utilisation du fonds pour la santé et le bien-être animal](#)

Cinq organisations internationales se sont réunies à Paris le 20 octobre 2006, pour conseiller l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) sur l'utilisation du fonds destiné à aider les pays en développement à se conformer aux normes internationales relatives au traitement des foyers de maladie, et sur d'autres questions connexes.

> [Pour en savoir plus](#)

### [L'OMC organise deux cours de formation en ligne à l'intention de fonctionnaires](#)

## de pays en développement

Les cours d'introduction en ligne, en français et en espagnol, respectivement, sur l'OMC et ses principes fondamentaux seront organisés en parallèle sur le site web consacré à la formation en ligne à l'intention de fonctionnaires de pays en développement du 23 octobre au 1er décembre 2006.

> [Pour en savoir plus](#)

## L'Allemagne, la Corée et le Danemark apportent une contribution aux activités d'assistance technique de l'OMC



- La contribution de l'Allemagne au Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (FANDC) aidera les pays en développement à améliorer la conformité aux normes sanitaires et phytosanitaires qui doivent être respectées afin que certaines importations aient accès aux marchés étrangers.  
> [Pour en savoir plus](#)
- La République de Corée a annoncé une contribution de 200 000 dollars EU en faveur du Fonds global d'affectation spéciale pour le Programme de Doha pour le développement.  
> [Pour en savoir plus](#)
- Le gouvernement danois a fait une donation de 14 millions de couronnes danoises (3 millions de francs suisses) pour soutenir les activités d'assistance technique et de formation en faveur des pays en développement pour les années 2006 et 2007.  
> [Pour en savoir plus](#)

n

## ACTIVITÉS DE L'OMC [haut de page](#)

### L'examen 2006 des licences d'importation est terminé



Les véhicules automobiles, les produits agricoles, les chaussures, les jouets, le minerai d'acier, de fer et de cuivre, le carbonate de lithium et les régimes de licence en général figuraient parmi les questions examinées par le Comité des licences d'importation lorsqu'il a passé en revue, le 30 octobre 2006, 46 documents d'information provenant des Membres et achevé son dernier examen biennal.

> [Pour en savoir plus](#)

## Meilleures perspectives d'avenir pour la cannelle produite à Sri Lanka, selon ce qui a été dit au Comité SPS

Les inquiétudes concernant les exportations sri-lankaises de cannelle à destination de l'UE se dissipent grâce aux pourparlers bilatéraux et à la

“nouveaux aliments”, et plusieurs d’entre eux continuaient à insister pour qu’il y ait une discussion sur les normes du secteur privé.

> [Pour en savoir plus](#)

## Le Groupe de travail examine la question du transfert de technologie et des services

À la réunion du Groupe de travail du commerce et du transfert de technologie du 6 octobre, des opinions préliminaires ont été exposées concernant le fait que le commerce des services pouvait conduire à un transfert de technologie approprié. En outre, le représentant de la CNUCED a informé les Membres des travaux que l’Organisation a récemment effectués sur les tendances en matière de flux transfrontières de technologie. Il a été souligné que la CNUCED avait défini six indicateurs permettant d’évaluer les flux transfrontières de technologie: paiement de redevances et de droits de licence aux fournisseurs de technologie par les utilisateurs; commerce de biens d’équipement; commerce de services aux entreprises et de services professionnels; nombre de demandes de brevets déposés; dépenses consacrées par les sociétés transnationales à la recherche développement (R-D); et progression des alliances industrielles.

Au titre du point de l’ordre du jour relatif à l’examen des recommandations éventuelles sur les mesures qui pourraient être prises dans le cadre du mandat de l’OMC pour accroître les apports de technologie aux pays en développement, l’Inde, le Pakistan et les Philippines ont présenté un document de séance développant certaines des recommandations figurant dans une communication qu’ils avaient présentée antérieurement. Le document contenait des réponses et des éclaircissements écrits aux questions posées par certains pays développés sur les points soulevés dans la communication.

## Les questions liées aux négociations débordent sur le Comité de l’agriculture

Les négociations sur l’agriculture dans le cadre de l’OMC sont suspendues et n’ont de toute façon pas leur place au Comité de l’agriculture en session ordinaire mais elles ont néanmoins été abordées à la réunion du 31 octobre 2006, en particulier le fait que les Membres ne fournissent pas de renseignements mis à jour.

> [Pour en savoir plus](#)

## M. Lamy répond à 150 questions venant du monde entier lors d’une discussion en ligne

Près d’une centaine de participants de tous pays ont posé quelque 150 questions lors d’une discussion en ligne tenue, le 18 octobre 2006, par le Directeur général Pascal Lamy. Les sujets abordés ont été les perspectives de reprise du Cycle de Doha, les conséquences que pourrait avoir un échec et l’avenir de l’OMC.

> [Pour en savoir plus](#)